



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

16 أبريل 2009

16 Avril 2009

حرزني يبحث عن تصور لتطبيق قانون الأرشيف

الأرشيف من خلال مناقشة مواضيع تهتم التحسيس بضرورة صيانة الأرشيف والرفع من قيمته. وأشار بلاغ المجلس إلى أن هذا اليوم سيمثل فضاء للتفكير المشترك في أنواع التحديات التي تطرحها التكنولوجيات الحديثة في ما يتعلق بحفظ وصيانة الأرشيف الافتراضي في سياق التحولات السريعة لتكنولوجيا المعلومات، وكذا على مستوى تسهيل استعمال التكنولوجيات الحديثة لتيسير الاستفادة الأنسب من إمكانياتها.

في مسألة الأرشيف بالمغرب من ندوات ولقاءات وورشات وموائد مستديرة، يهدف إلى إتاحة فرصة اللقاء بين منتجي الأرشيف، من مؤسسات عمومية وشبه عمومية ومؤسسات خاصة ووسائل إعلام وأحزاب ونقابات وجمعيات ومنظمات غير حكومية، والقيمين على الأرشيف والمتخصصين في دراسته والمهتمين والمستعملين المباشرين للأرشيف من باحثين، وصحفيين ومؤرخين وحقوقيين. كما يروم التحوار في أهمية

يسعى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى المشاركة في وضع تصور لاقتراح النصوص التنظيمية لقانون الأرشيف، وكذا وضع تصور استراتيجي لإنشاء مؤسسة الأرشيف الوطني. حيث ينظم لهذه الغاية غدا الجمعة بمقره بالرباط، يوما دراسيا وتحسيسيا حول الأرشيف، وذلك تحت شعار «من أجل أرشيف وطني معاصر». وذكر بلاغ للمجلس أن هذا اللقاء، الذي يندرج في إطار ترصيد الجهود التي بذلت في شأن التفكير

RÉFLEXION

Les archives, une mémoire à préserver

Différents acteurs réfléchissent à la mise en place d'une institution nationale

BRAHIM MOKHLISS

Sur initiative du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), la réflexion est relancée sur l'importante question de la préservation des archives. Le débat sur le sujet oppose, aujourd'hui, au siège du CCDH, les institutions publiques, semi-publiques et privées, médias, partis politiques, syndicats, et organisations non gouvernementales... Il s'agit d'entités considérées comme des « producteurs d'archives ». Ce débat concerne également les responsables des archives et archivistes ainsi que les utilisateurs des archives, chercheurs, historiens et militants des droits de l'Homme...

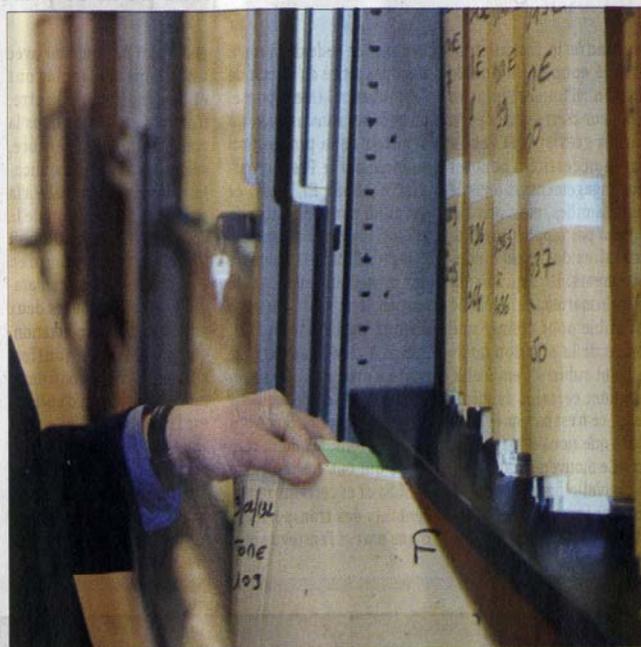
Le principal objectif de ce débat est de réfléchir, collectivement, à la mise en place de l'institution « Archives du Maroc ». Cette institution est prévue dans le cadre de la loi sur les archives, la loi numéro 69/99, publiée en décembre

2007. Ce document doit être complété par des textes d'application qui devraient aboutir à la création de cette institution. Ainsi, les participants au débat d'aujourd'hui, proposeront une vision stratégique pour la mise en place de l'institution « Archives du Maroc ». Le tout devrait aboutir à doter le pays « d'archives nationales modernes » et c'est justement là le thème fédérateur de cette rencontre.

Il faut préciser que cela fait partie de tout un chantier en matière de « mémoire et histoire » recommandée par l'Instance Equité et Réconciliation (IER). Il s'agit de l'organisation des archives dans un cadre réglementaire, la mise en place d'une institution chargée de la sauvegarde des archives, la création d'un Institut marocain de l'histoire du temps présent et la mise en place d'un musée national de l'histoire.

Car, il faut le reconnaître, l'IER a été l'une des premières institutions à avoir fait de la problématique des archives un débat public. L'IER, dans le souci de la préservation positive de la mémoire et vu les problématiques qu'elle avait rencontrées en matière de lecture du contexte historique des violations, avait placé la question des archives parmi ses priorités. Que ce soit en vue de l'accomplissement de sa mission ou au niveau de la réflexion sur la politique nationale concernant la question des archives. D'où la consécration de toute une recommandation à ce sujet.

C'est dans ce sens que le CCDH avait mis en place, en plus de la commission mixte avec le gouvernement pour le



sui des recommandations de l'IER, un groupe de réflexion composé de membres du CCDH, d'historiens et d'experts dans le domaine des archives. C'est ainsi, que les recommandations ont fait l'objet d'une mission d'expertise. Il s'agit de la mission d'identification qui a commencé ses activités en juillet 2008 et qui a travaillé sur trois volets. Le premier concerne l'appui à la création d'un « institut marocain de l'histoire du temps présent ».

Le deuxième vise la mise en place d'une politique moderne sur les archives publiques et privées. Alors que le dernier envisage la création d'un musée national d'histoire.

Ce groupe a travaillé en étroite collaboration avec le « groupe de travail chargé de

l'Histoire, Mémoire et Archives » ainsi qu'avec l'administration du CCDH. Dans ce sens, plusieurs rencontres et réunions ont eu lieu avec les acteurs concernés.

Il s'agit particulièrement du ministère de la Culture, l'Institut Royal pour la Recherche Historique, la Bibliothèque Nationale, la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, la Société Nationale de Radiodiffusion, le Centre Cinématographique Marocain, l'Ecole des Sciences de l'Information, l'Association des historiens du Maroc, les Directions des Archives de différents ministères, les Centres universitaires...

De grand pas dans ce sens ont été franchis. Mais la question des archives reste encore un chantier qui nécessite tou-

jours un grand effort de sensibilisation. C'est d'ailleurs là un autre objectif de la réunion organisée, aujourd'hui, par le CCDH qui a aussi pour but de mettre en exergue l'importance des archives par la sensibilisation à la nécessité de leur préservation.

Cette rencontre, selon le CCDH, sera également l'occasion de débattre des défis de la technologie moderne relative à la préservation des archives et des meilleurs usages qu'on pourrait en faire.

Les débats s'articulent autour de quatre axes : « lecture de la loi des archives », « les archives et la recherche scientifique », « les archives et le droit d'accès à l'information », « les archives et l'expérience de l'Instance Equité et Réconciliation ».

« L'institution « Archives du Maroc » est prévue dans le cadre de la loi sur les archives, la loi numéro 69/99, publiée en décembre 2007. »

La recommandation de l'IER

L'Instance Equité et Réconciliation (IER) a recommandé dans son rapport final de préserver les archives nationales, de coordonner leur organisation entre les différents acteurs et d'organiser leur gestion et l'accès du public à ces dernières. Cet intérêt vient du fait que l'IER, au cours de ses investigations, avait relevé, dans de nombreux cas, outre l'état déplorable des archives, l'absence de tout cadre juridique unifié qui en assure l'ordonnement, l'organisation et l'accessibilité et prévoit des sanctions pour leur détériora-

tion ou destruction. C'est pour ces raisons qu'elle avait recommandé de procéder à la sensibilisation des personnes concernées à la nécessité d'organiser les archives.

Elle avait appelé aussi à la mise sur pied d'une « Institution nationale chargée des Archives », dans un cadre juridique bien défini et transparent. Et ce, en vue de garantir l'entretien, la sauvegarde, le développement et l'exploitation de ces archives, ainsi que l'organisation de l'accès des citoyens, chercheurs et instituts aux dites archives.



الأرشيف

● ينظم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، اليوم الخميس بمقره بالرياض، يوما دراسيا وتحسيسيا حول الأرشيف، وذلك تحت شعار «من أجل أرشيف وطني معاصر».

وذكر بلاغ للمجلس أن هذا اللقاء، الذي يندرج في إطار ترصيد الجهود التي بذلت في شأن التفكير في مسألة الأرشيف بالمغرب من ندوات ولقاءات وورشات وموائد مستديرة، يهدف إلى إتاحة فرصة اللقاء بين منتجي الأرشيف، من مؤسسات عمومية وشبه عمومية ومؤسسات خاصة ووسائل إعلام وأحزاب ونقابات وجمعيات ومنظمات غير حكومية، والقيمين على الأرشيف والمتخصصين في دراسته والمهتمين والمستعملين المباشرين للأرشيف من باحثين، وصحافيين ومؤرخين وحقوقيين.

كما يروم التحاور في أهمية الأرشيف من خلال مناقشة مواضيع تهم التحسيس بضرورة صيانة الأرشيف والرفع من قيمته، والمشاركة في تصور واقتراح النصوص التنظيمية لقانون الأرشيف، وكذا مسألة وضع تصور إستراتيجي لإنشاء مؤسسة الأرشيف الوطني.

وأشار المصدر ذاته إلى أن هذا اليوم سيمثل فضاء للتفكير المشترك في أنواع التحديات التي تطرحها التكنولوجيات الحديثة في ما يتعلق بحفظ وصيانة الأرشيف الافتراضي في سياق التحولات السريعة لتكنولوجيا المعلومات، وكذا على مستوى تسهيل استعمال التكنولوجيات الحديثة لتيسير الاستفادة الأنسب من إمكاناتها.

ويشمل برنامج هذا اللقاء تقديم عدد من العروض حول مواضيع «قراءة في قانون الأرشيف»، و«الأرشيف والبحث العلمي»، و«الأرشيف وحقوق الولوج إلى المعلومة»، و«الأرشيف وتجربة هيئة الإنصاف والمصالحة».

وذكر البلاغ بأن هيئة الإنصاف والمصالحة كانت قد أوصت في تقريرها الختامي بحفظ جميع الأرشيفات الوطنية، وتنسيق تنظيمها بين كل الدوائر المعنية، وكذا سن قانون ينظم شروط حفظها وأجال فتحها للعموم وشروط للإطلاع عليها والجزاءات المترتبة عن إتلافها.

Laâyoune

Session de formation aux droits de l'Homme

80 acteurs associatifs et militants du sud du Royaume ont bénéficié d'une session de formation en matière des droits de l'Homme pour les doter des outils et techniques nécessaires.

DNCR à Laâyoune Mohamed Laâbid
mlaavid@aujourd'hui.ma

Cette session de formation de trois jours a été organisée au début de cette semaine par le Conseil consultatif des droits de l'Homme en partenariat avec le Forum Sakia El Hamra-Oued Eddahab pour la démocratie et le développement. Cette session a choisi comme thème : « *L'approche participative et les techniques de la plaidoirie* ». 80 militants associatifs appartenant aux associations locales actives dans les domaines des droits de l'Homme, le développement, l'environnement et la culture, ont pris part à cet événement. Selon les organisateurs, cette session de formation vise le renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de l'approche participative

fondée sur un dialogue permanent entre populations et l'Etat, le respect mutuel et le principe du partenariat, ainsi que la reconnaissance du savoir-faire local. De même, la session a porté sur les techniques de plaidoirie en expliquant aux participants les différentes techniques et structures de plaidoirie.

Cette session a également permis de renforcer les capacités institutionnelles de ces acteurs via la présentation et l'explication du système international des droits de l'Homme, de ses différents pactes et leurs instruments.

« Cette initiative s'assigne pour objectif de former les acteurs associatifs locaux opérant essentiellement dans le champ des droits de



• Initier les acteurs associatifs sur les droits de l'Homme.

l'Homme pour leur permettre de maîtriser la question des droits de l'Homme», confie à ALM Mohamed Barri, Président du Forum Sakia El Hamra-Oued Eddahab pour la démocratie et le développement.

Outre les visées techniques, cette session de formation était aussi appelée aussi à illustrer concrètement les possibilités de collaboration et de partenariat entre acteurs concernés par la défense et la promotion des

droits de l'Homme au Maroc, le CCDH et la société civile locale. Désormais, celle-ci est appelée aujourd'hui à encourager et promouvoir les compétences dans les domaines socio-économique, culturel et des droits de l'Homme, lutter contre les violations des droits de l'Homme et en éradiquer les causes, préserver le patrimoine culturel, protéger l'environnement voire promouvoir les compétences des personnes à besoins spécifiques. ■

CCDH

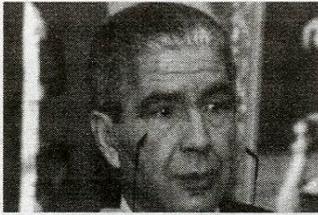
Journée d'étude sur les archives

Le CCDH organise, jeudi à Rabat, une journée d'étude et de sensibilisation sur les archives sous le signe «Pour des archives nationales modernes». Les participants à cette rencontre traiteront de thèmes relatifs à la sensibilisation à la nécessité de l'entretien et de la revalorisation des archives.

Droits de l'Homme

► Le bilan de Tagounit.

Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) donne un nouveau bilan sur les dossiers des victimes de Tagounit : entre 77 cas étudiés par l'IER, 62 ont bénéficié d'indemnisations, alors que le reste est en instance pour complément de dossier. *«La mise en œuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, par delà les montants qui leur sont alloués, contribuera sans nul doute à lever les souffrances de ces victimes, notamment en ce qui concerne la couverture médicale, considérée comme l'une des formes durables de réparation à titre individuel»*, a précisé M.Herzenni.



Revue de Presse du Conseil consultatif

لدى استقباله لجموعة ضحايا معتقل تاكونيت

حرزني: انتهاء البث في طلبات التعويض المعروضة على هيئة الإنصاف والمصالحة

ليلي خلوق

طبقا لمقتضيات الاتفاقية المتعلقة بها. وللإشارة فإن الملفات التي توصلت بها هيئة الإنصاف والمصالحة، والمعالجة في هذا الإطار، بلغ مجموعها 77 ملفا، 60 منها تم إصدار مقررات تحكيمية بشأنه ووجه إلى الوزارة الأولى للتنفيذ، إذ بلغ عدد المستفيدين من المبالغ المحولة لبريد المغرب 62 مستفيدا، أما عدد الملفات التي تنقصها الوثائق فيبلغ 17 ملفا، كما أن بطاقة التغطية الصحية سلمت لمعظم المستفيدين عدا حالات معدودة ملفاتها ناقصة. ويتعويض آخر مجموعة طبقا للمعايير والمقاييس العامة المعتمدة من طرف هيئة الإنصاف والمصالحة، يكون البث في طلبات التعويض المعروضة على هيئة الإنصاف والمصالحة قد انتهى.

وكما جاء في التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة، فإن مجموعة تاكونيت هم مجموعة من ضحايا الاعتقال التعسفي، وضعوا ملفاتهم لدى هيئة الإنصاف والمصالحة، تبين بعد دراستها وإجراء تحريات بشأنها، أن السلطات الأمنية بمدينة الدار البيضاء، قامت خلال شهر يناير من سنة 1971، باعتقال مجموعة من المشردين والمتسولين وأصحاب السوابق من الشارع أو من المحلات التي كانت تأويهم ليلا، وأحيلوا على مراكز الشرطة القريبية من تلك المحلات ليتم نقلهم فيما بعد في ظروف غير إنسانية، إلى مركز تاكونيت حيث بقوا رهن الاحتجاز لمدة تناهز ثلاث سنوات، تعرضوا خلالها لسوء المعاملة والمس بالكرامة.

استقبل أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أمس بالرباط مجموعة من ضحايا "مجموعة تاكونيت" قصد إعمال التوصية الخاصة لهيئة الإنصاف والمصالحة المتعلقة بهذه المجموعة.

وقد أكد حرزني في كلمته على أن هيئة الإنصاف والمصالحة أصدرت توصية خاصة في حق مجموعة تاكونيت، إذ تم قياس حالتهم من حيث المعاناة والآلام ومكان الاحتجاز ومدته مع الحالات التي تدخل ضمن الاختصاص الموضوعي للهيئة، بالتركيز على مسؤولية الدولة فيما تعرض له ضحايا تاكونيت من أضرار، مشيرا إلى أن هذا اللقاء يشكل فرصة لتوضيح المقاربة والفلسفة العامة لتنفيذ التوصيات الخاصة في إطار متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجالات عدة، ومنها الخاصة بجبر الأضرار الفردية، بما في ذلك الحالة الخاصة بضحايا تاكونيت، كما أكد نفس المصدر على أن لجنة متابعة تنفيذ توصيات الهيئة قامت بتدقيق التوصية الخاصة المشار إليها باجتهاد في أعمال القياس، مما مكن من إدراج تفعيلها ضمن المقررات التحكيمية الخاصة بتعويض الضحايا طبقا للمعايير والمقاييس العاملة المعتمدة من طرف الهيئة، إعمالا لمبدأي العدل والإنصاف، مشيرا إلى أن الضحايا سيتفيدون أسوة بباقي الضحايا وذوي حقوقهم، من التغطية الصحية

آخر توصيات تعويض ضحايا سنوات الرصاص أزيد من 40 مليون درهم لضحايا تاكونيت

بلغ عدد الملفات التي استفادت من تعويضات الخاصة بجبر الأضرار الخاصة المتعلقة بضحايا تاكونيت ما يفوق 70 ملفا تقريبا، بقيمة إجمالية قدرها 40 مليون درهم تقريبا حسب مطلعين على الملف. ويبلغ عدد ضحايا هذه المجموعة 215 ضحية توفي أغلبهم، تم تقديم 60 ملفا إلى الوزارة الأولى للنظر فيه، ولا زال 17 ملفا يعرف نقصا في الوثائق المطلوبة لمنحهم التعويض، في حين استفاد أكثر من 70 ملفا من التعويض كما ذكرنا أمس الثلاثاء بمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان خلال افتتاح أشغال اليوم التواصلي بخصوص تنفيذ التوصية الخاصة بضحايا تاكونيت. وصرح أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، خلال ذات اليوم التواصلي أن تنفيذ التوصية الخاصة بمجموعة ضحايا تاكونيت تعتبر آخر التوصيات المتعلقة بالتعويضات في إطار جبر الأضرار الفردية، وذلك طبقا للمعايير والمقاييس العامة المعتمدة من طرف هيئة الإنصاف و المصالحة، وذلك بموجب مقررات تحكيمية، في إطار تنفيذ توصيات الهيئة. وفي السياق ذاته، ذكر رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أنه بغض النظر عن المبالغ المرصودة فإنها لا تساهم في رفع المعاناة عن هؤلاء الضحايا، وخاصة في الجانب المتعلق بالتغطية الصحية الذي يعتبر أحد الأشكال المستدامة لجبر الضرر الفردي.

وأضاف حرزني، أنه تم قياس حالة ضحايا تاكونيت من حيث المعاناة و الألام ومكان الاحتجاز، ومدته، مع الحالات التي تدخل ضمن الاختصاص الموضوعي للهيئة، بالتركيز على مسؤولية الدولة فيما تعرض له الضحايا من أضرار.

وفيما يخص الإمماج الاجتماعي، أشار حرزني، إلى أن كل الضحايا الصادرة توصية ضمن المقررات التحكيمية المتوصل بها، تدرج حالاتهم ضمن القوائم التي يشتغل عليها المجلس، بتعاون مع الحكومة أطراف أخرى، لتأمين تفعيل تلك التوصيات التي تهم هذا الشكل الآخر من جبر الضرر، وذلك طبقا للتدقيق الذي يعمل به المجلس بخصوص الحالات المعنية والاختيارات الملائمة لتنفيذ تلك التوصيات.



سناء كريم

Le CCDH rend effective la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) est parvenu en collaboration avec le gouvernement à rendre effective la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), a annoncé, mardi à Rabat, le président du Conseil, M. Ahmed Herzenni.

Intervenant à l'ouverture d'une rencontre avec des membres du groupe dit "de Casablanca", à l'occasion de la mise en œuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit (ville au sud-est du Maroc), M. Herzenni a souligné que la mise en œuvre de cette recommandation, dans son volet indemnisations, s'avère le stade ultime en matière de réparation à titre individuel et ce, conformément aux normes et critères préconisés par l'IER.

La mise en œuvre de la recommandation spéciale relative aux victimes de Tagounit, par delà les montants qui leur sont alloués, contribuera sans nul doute à lever les souffrances de ces victimes, notamment en ce qui concerne la couverture médicale, considérée comme l'une des formes durables de réparation à titre individuel, a-t-il précisé.

Les victimes de Tagounit (215 personnes), notamment des personnes précarisées et des sans domicile fixe, avaient fait l'objet de raffles entre décembre 1971 et début mars 1972 à Casablanca, en relation avec les préparatifs pour une grande manifestation internationale dans la capitale économique. Ils ont été par la suite emprisonnés pour une durée de près de 28 mois dans un centre de détention à Tagounit.

Près de 77 dossiers ont été reçus par l'IER, dont 62 ont bénéficié d'indemnisations, alors que le reste est en instance pour complément de dossier.

Les membres du groupe ont désormais accès à la couverture médicale, hormis quelques cas dont le dossier devra être complété.

La rencontre d'aujourd'hui revêt un caractère historique pour les victimes de Tagounit qui ont subi l'enlèvement et plusieurs formes de torture, a indiqué dans une déclaration à la MAP, M. Mohamed El Ouatikou, ancien détenu à Tagounit, se félicitant à cet égard des efforts déployés par le CCDH pour la mise en œuvre de cette recommandation spéciale.